



GROUPE DE REFLEXION, D'INFLUENCE ET D'ACTIONS POUR LA GOUVERNANCE ET LA PAIX

LES 13 RECOMMANDATIONS DE THINK PEACE

POUR

**LA COMMISSION VÉRITÉ, JUSTICE ET
RÉCONCILIATION**

Immeuble Pharmacie du 2nd Pont, Badalabougou – Bamako (Mali)
Tel : +223 66 72 26 68, Email : thinkpeacemali@gmail.com



LES 13 RECOMMANDATIONS DE THINK PEACE POUR LA COMMISSION VÉRITÉ, JUSTICE ET RÉCONCILIATION

Après 3 coups d'État, 6 rebellions et des conflits inter et intra-communautaires, Il est nécessaire de faire le bilan et surtout de trouver une solution définitive à la crise malienne. C'est dans cette optique que les autorités de Transition ont créé la Commission Dialogue et Réconciliation le 06 Mars 2013.

Après le retour à la normalité constitutionnelle, la Commission Dialogue et Réconciliation évolue en Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR). Composée de 15 membres qui portent le titre de « commissaires », elle est créée suivant l'Ordonnance N°2014-003/P-RM du 15 janvier 2015 portant création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation et le Décret N°2014-0013/P-RM du 15 janvier 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de la Commission, Vérité, Justice et Réconciliation.

Elle a pour mission de contribuer à l'instauration d'une paix durable à travers la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques.

Afin de mieux comprendre la mission et le fonctionnement de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation et dans le but de proposer des recommandations pour sa mise en œuvre, Think Peace a rencontré les membres de la CVJR le 10 juin 2015 dans leurs locaux.

À la suite de cet échange, 13 recommandations sont proposées :

- 1- La mission de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation insiste sur l'instauration d'une paix durable, la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques par contre mention n'est pas faite de la justice. Il est important de s'appuyer aussi sur le concept de justice transitionnelle. Le Mali doit établir une stratégie de justice transitionnelle pour tenter de faire face à des exactions massives commises dans le passé, en vue d'établir les responsabilités, de rendre la justice et de permettre la réconciliation.
- 2- L'état doit trouver un mécanisme pour permettre à la justice et la justice transitionnelle de s'approprier les rapports de la commission et d'entamer les procédures judiciaires et d'y statuer en toute indépendance et impartialité.
- 3- La CVJR est chargée de créer les conditions de retour et de réinsertion sociale des personnes réfugiées et déplacées et de favoriser le dialogue inter et intracommunautaire, la coexistence pacifique entre les populations et le dialogue entre l'État et les populations. La bonne réussite de cette étape implique une relance économique locale, la mise en place des comités locaux d'accueil des réfugiés et l'organisation d'assises locales de dialogues intercommunautaires.



- 4- Afin de promouvoir auprès des communautés le respect de l'État de droit, des valeurs républicaines et démocratiques, il faut un redéploiement de l'Administration, l'organisation d'élections libres et transparentes et la récompense par le mérite. La promotion des valeurs socioculturelles et du droit à la différence implique l'instauration des journées culturelles dans chaque région et au niveau des médias nationaux. Il faut aussi inclure dans les programmes de l'enseignement de base, toutes les cultures maliennes et le sens du patriotisme.
- 5- Pour faciliter les recommandations dans le domaine de la prévention des conflits, il est important de rappeler l'utilité de sensibiliser les jeunes dans ce domaine, former des ambassadeurs de la Paix en leur allouant des missions dans leurs localités tout en impliquant les femmes.
- 6- Les travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation couvrent la période qui s'étend de 1960 à 2013 et portent sur l'ensemble des causes et conflits ayant affecté le nord du Mali. Les enquêtes doivent tenir compte des hypothèses des causes des conflits datant d'avant 1960 avec les revendications politiques séparatistes de 1958. Elles doivent se faire sans aucune partialité et interférence politique et une garantie de protection doit être accordée aux membres avec une facilité d'accès aux lieux, archives ou tout autre document administratif et juridique nécessaire dans le cadre de leur mission. Les membres de la commission doivent être tenus au secret professionnel pour certains dossiers sensibles pendant au moins 10 ans et tout contrevenant doit encourir des sanctions.
- 7- Les membres de la CVJR doivent respecter les critères de nationalité malienne, jouissant de leurs droits civiques, reconnus pour leur probité morale et leur attachement aux valeurs de tolérance, de paix et de justice. Ils doivent aussi pouvoir représenter toutes les couches sociales, ne jamais avoir été sous le coup d'un mandat d'arrêt national ou international, être disposés à prêter serment du respect de la constitution du Mali et de son drapeau.
- 8- Les fonctions de membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation sont incompatibles avec toute activité de nature à influencer sur leur indépendance. Ils doivent à cet effet présenter une lettre de démission de leurs anciennes activités publiques ou privées, accompagnées d'un serment sur l'honneur.
- 9- La CVJR ne reçoit pas d'instruction, d'ordre d'une autorité, d'une communauté, d'un groupe racial dans l'exercice de sa mission. Cela implique que chaque membre ait une assurance de maintien dans son poste mais également ne soit pas persécuté ou lésé même à la fin du mandat de la commission. Les membres de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation sont astreints au secret des délibérations. Toute atteinte à cette règle doit entraîner une enquête et des sanctions y compris pénales.
- 10- L'indépendance de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation est très importante sur le plan opérationnel et financier au point de jouer sur sa crédibilité. Il est utile de rappeler que la commission est placée auprès et non



sous la tutelle du Ministère de la Réconciliation Nationale. Cela doit impliquer que le Ministère n'a pas à avoir pour rôle d'approuver les rapports d'étapes de la CVJR mais plutôt de donner son avis. Aussi, ce même département ministériel, qui doit proposer la liste des 15 commissaires, devrait impérativement tenir compte de l'article 4, 5 et 6 de l'Ordonnance N°2014-003/P-RM du 15 janvier 2014 et impliquer tous les acteurs politiques (majorité comme opposition), les organisations de la société civile, les opérateurs économiques et les différentes couches sociales. Un appel à candidature doit être lancé et une commission de sélection incluant ceux cités plus haut doivent y faire partie.

- 11-Le choix du Président et des 2 Vice-Présidents de la commission selon le Décret N°2014-0013/P-RM du 15 janvier 2014 est proposé par le Ministre de la Réconciliation Nationale. Les critères de cette sélection doivent être rigoureux et impliqués l'avis des commissaires.
- 12-Le Président dirige et veille au bon fonctionnement de la Commission. Les Vice-Présidents le remplacent, selon la préséance, en cas d'empêchement. Il faut assigner des missions précises à chaque Vice-président pour son efficacité et son utilité dans la CVJR. Peut-être comme Responsable aux Relations avec les médias ou Chargé des Relations avec les Institutions, etc. La Commission Vérité, Justice et Réconciliation, constituée de 7 groupes de travail, peut être dirigé par un ou 2 commissaires, exception faite du Président.
- 13-Dans l'optique d'impliquer tous les maliens dans le processus de réconciliation, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation doit organiser des rencontres périodiques avec les acteurs de la société civile, les chefs religieux, politiques ainsi que les opérateurs économiques avec des thématiques bien précises.

Bamako le 24 juin 2015

